



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Confiance dans les forces de l'ordre

Question au Gouvernement n° 3067

Texte de la question

CONFIANCE DANS LES FORCES DE L'ORDRE

M. le président. La parole est à Mme Virginie Duby-Muller.

Mme Virginie Duby-Muller. Monsieur le Premier ministre, 107, c'est le nombre d'actes de violence que subissent chaque jour nos forces de l'ordre. Face à ce constat dramatique, le « premier flic de France » a choisi de se soumettre à la haine anti-flics, prêt à bafouer la présomption d'innocence pour donner des gages à la haine. Il autorise même des manifestations rassemblant 20 000 personnes en plein état d'urgence sanitaire, au cours desquelles un policier noir est insulté et traité de « sale vendu »,...

M. Fabien Di Filippo. Scandaleux !

Mme Virginie Duby-Muller. ...on entend des appels aux armes et des casseurs ravagent le mobilier urbain.

Pendant ce temps, la garde des sceaux se fait juge et partie en proposant de recevoir une famille endeuillée qui refuse la légitimité d'une enquête en cours. Tel François Hollande avec Leonarda, votre gouvernement accepte que la justice soit rendue par la rue ou sur les réseaux sociaux, plutôt que dans un tribunal. Ce serait ridicule...

M. Pierre Cordier. Eh oui !

Mme Virginie Duby-Muller. ...si ce n'était indigne.

Il est indispensable de lutter contre toutes les formes de racisme, où qu'elles sévissent, mais il est impensable de laisser accuser l'État et la police de racisme et de laisser américaniser la France, alors que notre histoire n'a rien de comparable avec celle des États-Unis. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR, sur quelques bancs du groupe UDI-I et parmi les députés non inscrits.*)

Mme Sylvie Tolmont. Vous vous faites applaudir par Mme Le Pen !

Mme Virginie Duby-Muller. Face à ceux qui détestent la France, nous sommes heureusement encore nombreux à l'aimer et à vouloir la défendre.

Contre la menace terroriste, dans les mouvements sociaux ou pour faire respecter le confinement sans matériel, les forces de l'ordre ont toujours été là. Ahmed Merabet, Clarissa Jean-Philippe, Jessica Schneider et Jean-Baptiste Salvaing ont été tués par des islamistes.

M. Meyer Habib. Absolument !

Mme Virginie Duby-Muller. Ils sont le visage de la France. La dictature de l'émotion ne doit pas faire oublier leur travail.

M. Pierre Cordier. Très bien !

Mme Virginie Duby-Muller. Aussi je vous demande, en reprenant les termes de votre ministre de l'éducation nationale : êtes-vous la République en marche ou le communautarisme en vadrouille ? (Applaudissements sur les bancs du groupe LR, sur quelques bancs du groupe UDI-I et parmi les députés non inscrits.) Allez-vous défendre l'honneur de la police en refusant qu'elle soit livrée à la vindicte populaire ? Êtes-vous de ceux qui défendent les forces de l'ordre ou de ceux qui veulent les mettre à genoux ? (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM et UDI-I.*)

Plusieurs députés du groupe LR . *Debout !*

M. Fabien Di Filippo. *Gilles Le Gendre applaudit !*

M. le président. *Chers collègues, je vous demande le silence. Votre collègue a posé une question importante. Écoutez la réponse que le Premier ministre entend lui apporter.*

M. Édouard Philippe, Premier ministre. *Vous évoquez un point fondamental, la question du racisme dans notre société, ainsi que le sujet spécifique des actes racistes dans un certain nombre d'institutions. Vous prêtez aussi des propos, dont je me permets de vous dire qu'ils ne sont pas exacts, à certains membres du Gouvernement. Je souhaiterais considérer votre question dans ce qu'elle a de plus sérieux et de moins bassement polémique. Le plus sérieux, c'est la réponse que notre pays apporte aux actes racistes. Le plus sérieux, c'est la façon dont nous sommes capables de dire, tous ici, que le racisme n'est pas acceptable, qu'il n'est pas le choix de la France, que celle-ci a fondé son système juridique, intellectuel et philosophique sur une idée simple __ les hommes et naissent libres et égaux en droits – (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM, UDI-I et Agir ens – Mme Cécile Untermaier applaudit également*) et que la République ne reconnaît aucune distinction sur le fondement de la couleur de peau ou de la religion.*

M. Christian Jacob. *Ce n'est pas ce qu'elle a dit !*

M. Édouard Philippe, Premier ministre . *Oui, mais c'est ce que je réponds !*

M. Christian Jacob. *D'accord, mais ce n'était pas la question !*

M. Fabien Di Filippo. *Vous feriez un bon sous-préfet !*

M. le président. *Un peu de silence, chers collègues.*

M. Édouard Philippe, Premier ministre . *La vérité, c'est que la République s'est fixé des principes incroyablement simples mais ambitieux et que notre pays doit être à la hauteur de ces principes. C'est donc un combat collectif et individuel que nous menons contre une faiblesse de l'esprit, contre des préjugés, contre quelque chose qui est profondément enraciné, je le crains, dans l'âme humaine et que nous devons combattre, génération après génération, pour l'éradiquer.*

*Je l'ai dit : j'ai respect et confiance dans la police nationale (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM, UDI-I et Agir ens*)...*

M. Christian Jacob. *Dites-leur !*

M. Édouard Philippe, Premier ministreet je pense que nos concitoyens partagent ce respect et cette confiance. Mais, parce que j'ai respect et confiance dans la police nationale, je porte, avec le ministre de l'intérieur, une exigence vis-à-vis de tous les dépositaires de l'autorité publique. Qui ici, singulièrement sur ces bancs, peut dire que nous ne devrions pas être exigeants à l'égard de ceux qui portent l'autorité publique ?

M. Christian Jacob. Ce n'est pas la question !

M. Fabien Di Filippo. Hors sujet !

M. Édouard Philippe, Premier ministre . Nous sommes donc exigeants, respectueux et confiants. La police nationale, la France et la gendarmerie ne sont pas racistes.

Mme Annie Genevard. Ah, enfin !

M. Marc Le Fur. Quand même !

M. Édouard Philippe, Premier ministre . Mais chaque fois qu'un acte ou un propos avéré est raciste...

M. Julien Aubert. Un soupçon avéré !

M. Éric Ciotti. C'est la loi des suspects !

M. Édouard Philippe, Premier ministreil est important que l'ensemble de notre pays réagisse. Vous êtes d'accord sur ce point, moi aussi. C'est ce que nous affirmons : respect, confiance, exigence. C'est la ligne de ce gouvernement, c'est celle qui doit prévaloir et c'est celle sur laquelle, toujours, je me battrais. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM et Agir ens.)

M. Fabien Di Filippo. Vous vous êtes couchés ! C'est Le Gendre qui a raison, il faut le changer !

Données clés

Auteur : [Mme Virginie Duby-Muller](#)

Circonscription : Haute-Savoie (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3067

Rubrique : Police

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 juin 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [10 juin 2020](#)